



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/46/375✓
S/22967
26 août 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-sixième session
Points 27 et 45 de l'ordre
du jour provisoire*
COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES ET L'ORGANISATION DE
LA CONFERENCE ISLAMIQUE
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-sixième année

Lettre datée du 20 août 1991, adressée au secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la résolution 30/20-p, sur la question de Chypre, adoptée le 8 août 1991 par la vingtième Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, qui s'est tenue du 4 au 8 août 1991 à Istanbul (République de Turquie) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 27 et 45 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

Représentant permanent adjoint

(Signé) Özman KORUTURK

* A/46/150.

Annexe

CONFERENCE ISLAMIQUE

RESOLUTION No 30/20-P

La vingtième Conférence islamique des ministres des affaires étrangères (session de la paix juste et durable à travers le dialogue et la coopération entre les Etats membres dans le respect de la légitimité internationale), tenue à Istanbul, République de Turquie, du 24 au 28 muharram 1412 de l'hégire (4 au 8 août 1991),

Réaffirmant les précédentes résolutions de la Conférence islamique sur la question de Chypre, lesquelles expriment un ferme soutien à la juste cause de la communauté turque musulmane de Chypre qui constitue une partie intégrante du monde islamique,

Réaffirmant également son soutien à la résolution 649 (1990) adoptée le 12 mars 1990 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, et acceptée par les deux parties concernées par le problème de Chypre comme base d'un règlement négocié, ainsi qu'aux efforts continus déployés à cette fin par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de sa mission de bons offices,

Se félicitant à cet égard de la proposition formulée par la Turquie sur la convocation d'une réunion quadripartite à un haut niveau, avec la participation sur un pied d'égalité des deux parties concernées par le problème de Chypre, ainsi que de la Turquie et de la Grèce,

Rappelant que, pendant plus de 25 ans, soit depuis l'établissement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, il n'a pas été possible de réaliser un règlement négocié du problème de Chypre,

Consciente de la nécessité de respecter le principe d'égalité entre les deux parties concernées par le problème de Chypre, afin d'aider à la réalisation d'un règlement global,

Rappelant la résolution 16/7-P adoptée par la septième Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, dans laquelle il a été convenu que les représentants de la communauté musulmane turque de Chypre seront invités à assister aux futures réunions de la Conférence islamique,

Prenant note du rapport du Secrétaire général contenu dans le document ICFM/20-91/PIL/D.12,

Ayant considéré, dans ce contexte, la demande d'adhésion à la Conférence islamique faite par la partie chypriote turque,

Exprimant sa solidarité avec la communauté musulmane turque de Chypre et son appréciation des efforts constructifs déployés par cette communauté en vue d'un règlement juste et mutuellement acceptable du problème,

1. Réaffirme le principe d'égalité totale des deux parties permettant de coexister dans la sécurité, la paix et l'harmonie, sans exploitation ni oppression, ni menace d'une partie à l'encontre de l'autre;

2. Exhorte les Etats membres à renforcer les liens de solidarité agissante avec la communauté musulmane turque de Chypre et à l'aider à parvenir à un règlement juste et durable au problème de Chypre;

3. Décide de soutenir, jusqu'à la solution du problème de Chypre, la juste revendication de la communauté musulmane turque de Chypre, de son droit à la parole dans toutes les instances internationales saisies du problème de Chypre, sur un pied d'égalité entre les deux parties chypriotes;

4. Décide en outre :

a) De renforcer la participation de la communauté musulmane turque de Chypre à la Conférence islamique, en lui permettant de prendre effectivement part aux travaux, activités et réunions de tous les organes de l'Organisation de la Conférence islamique, y compris ses organes subsidiaires et ses institutions affiliées; et

b) De faire appel aux Etats membres et de les exhorter à accroître et à étendre leurs relations avec la communauté musulmane turque de Chypre en particulier dans les domaines du commerce, du tourisme, de l'information, de l'investissement et des sports;

5. Demande à la Banque islamique de développement d'entreprendre, de concert avec la communauté musulmane turque de chypre, une étude exhaustive sur la situation et les besoins économiques de cette communauté dans le but de promouvoir son effort de développement;

6. Appelle les deux parties à négocier sur un pied d'égalité pour parvenir, en toute liberté, à une solution mutuellement acceptable, conforme aux dispositions de la résolution 649 (1990) du Conseil de sécurité des Nations Unies;

7. Appelle également les deux parties à oeuvrer à l'établissement de nouvelles relations fondées sur le respect mutuel de leurs droits et de leurs identités, en vue de favoriser l'instauration d'un nouveau type de coopération entre elles;

8. Décide de rester saisie de la demande faite par la communauté musulmane turque de Chypre;

9. Demande au Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique de prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente résolution et de formuler toutes autres recommandations appropriées;

10. Demande en outre au Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique de suivre de près les développements de la situation à Chypre et de faire un rapport exhaustif sur la question au Sommet islamique de Dakar et à la prochaine Conférence islamique des ministres des affaires étrangères.
